

A propos de la déclaration de la Rote Armee Fraktion du 10 avril 1992

Redéfinition stratégique ou liquidation? Comité central du P.C.E.(r) (juin 1992)

Dans une déclaration du 10 avril 1992, l'organisation allemande Fraction Armée Rouge (RAF) a annoncé l'arrêt de son activité armée dans les termes suivants: «...nous suspendons nos attaques contre les élites dirigeantes de l'économie et de l'Etat afin de favoriser le processus aujourd'hui nécessaire». Cette organisation se faisait ainsi l'écho de la proposition, lancée en janvier de cette année par le Ministère de la Justice, de libérer les prisonniers politiques gravement malades et les plus anciens détenus (sous la condition non exprimée ouvertement de la renonciation expresse à la violence et la lutte armée), et exigeait la libération immédiate des prisonniers mentionnés et le regroupement des autres, dans l'attente de leur libération.

La RAF se demande, dans son communiqué, «(l'Etat) est-il prêt à permettre un espace pour une solution politique» au problème de la violence et des autres conflits sociaux qui ont surgi en Allemagne, et ajoute «Avec la suspension de l'escalade dans l'affrontement, nous faisons aujourd'hui unilatéralement un pas afin d'ouvrir cet espace politique. Alors maintenant la balle est dans le camp de l'Etat (...)». La déclaration se conclut par la menace d'une reprise des actions armées si l'Etat persiste dans sa politique répressive. «S'ils écrasent avec leur rouleau compresseur de répression et d'anéantissement tous ceux qui prennent en main ce processus, et donc s'ils continuent à miser sur la guerre contre la base, alors pour nous la phase du retrait de l'escalade sera terminée - nous ne resterons pas des observateurs passifs. S'ils ne nous laissent pas vivre - ni donc tous ceux qui luttent pour une société plus humaine -, ils doivent savoir que leurs élites ne pourront pas vivre non plus. Même si cela n'est pas notre intérêt, on ne peut répondre à la guerre que par la guerre».

Ce nouveau positionnement de la RAF se fonde

sur le fait que sa ligne d'action, basée sur ce que l'on a appelé le «Front de la guérilla d'Europe occidentale» a échoué. «Nous étions confrontés - affirmements - au fait que le projet de créer une brèche pour la libération dans la lutte internationale commune ne s'est pas réalisée».

Sa réflexion autocritique s'étend à d'autres aspects qui ont davantage caractérisé son activité politico-militaire: «... avant '89 - année durant laquelle a débuté le processus qui a conduit à cette nouvelle prise de position - nous avons mené une politique qui ne nous a pas rendus plus forts, mais plus faibles (...) Nous avons considéré comme une erreur principale de n'avoir pas été suffisamment ouverts à ceux qui, ici, étaient prêts à se lever, et d'avoir été totalement fermés aux autres. Nous avons constaté que les choses ne pouvaient continuer ainsi. Nous sommes (...) qu'il n'est plus possible de continuer ainsi (...). Nous avons fortement concentré notre politique sur les attaques contre les stratégies des impérialistes et la recherche de buts positifs immédiats nous a fait défaut, ainsi que de savoir comment pourrait commencer à exister une alternative sociale ici et maintenant. (...) A partir de nos expériences et de nos discussions avec des camarades sur toutes ces questions, il est certain pour nous qu'aujourd'hui, dans ce processus de construction, la guérilla ne peut plus occuper une position centrale». L'on peut, pour toutes ces raisons, conclure qu'il est nécessaire «de réfléchir à nos erreurs» et de rechercher une «réorientation» politique.

La déclaration de la RAF a causé une certaine confusion dans le mouvement révolutionnaire européen, et en particulier en Allemagne. Y a sans aucun doute contribué, la forme - à laquelle nous avons habitué la RAF si confuse de cette déclaration, qui se

prétend ambiguë mais qui, pour nous, ne l'est absolument pas. Comme l'on sait, nous entretenons une polémique dans le cadre de laquelle nous avons critiqué leurs conceptions erronées et leur forme erronée de poser le combat contre l'impérialisme. Chose qu'aujourd'hui reconnaît d'une certaine manière la RAF.

Pour toutes ces raisons, de même que lorsque nous menions ce débat, nous considérons comme un devoir internationaliste - en particulier à l'égard des camarades allemands - de nous prononcer à nouveau à propos de ce nouveau faux pas.

Il est évident que dans l'initiative du Ministère de la Justice se manifeste l'intérêt de la grande bourgeoisie d'en terminer au plus tôt non seulement avec vingt ans de lutte armée, mais aussi avec toute alternative de résistance susceptible de devenir un point de référence pour les masses dans la situation de crise générale du système capitaliste. N'y sont pas étrangers les problèmes économiques, sociaux et politiques auxquels sont confrontés les monopolistes allemands, ni, plus concrètement, la montée du mécontentement populaire, surtout dans les Länder de l'ex-R.D.A., lequel pourrait s'aggraver rapidement, étant donnée la conséquence de l'approfondissement de la crise économique, l'interventionnisme croissant de l'Etat allemand sur la scène internationale et le plus que probable affrontement interimpérialiste. Il n'est pas étonnant que face à de telles perspectives, le gouvernement allemand ait lancé l'hameçon à la RAF, profitant de sa faiblesse actuelle, de l'impasse dans laquelle elle se trouve et du rôle central assigné aux prisonniers dans le mouvement. C'est la raison pour laquelle la trêve annoncée par la RAF nous paraît être une erreur terrible, d'une part dans les termes dans laquelle elle est annoncée et d'autre part dans l'absence de ligne politique et idéologique réellement révolutionnaire de laquelle se nourrir. Cela ne fait que faciliter les manœuvres du gouvernement dans la voie de l'obtention de la liquidation et la déroute du mouvement et de la démonstration de l'inutilité de la résistance armée contre l'Etat. Pour les mêmes raisons, il n'est pas moins ridicule de menacer de reprendre les actions armées si les revendications ne sont pas satisfaites.

Dans les conditions actuelles de faiblesse et de désorientation de la RAF, nous pensons qu'il est vain de croire que le grand capital allemand ou une partie de celui-ci pourrait trouver un intérêt à ouvrir «un espace pour des solutions politiques» aux conflits qui l'opposent à la classe ouvrière et à d'autres secteurs populaires allemands. Et moins encore face au problème de la violence. Il ne se cache dans l'initiative du Ministère de la Justice qui, comme l'Etat policier allemand, essaye de se montrer "humain", rien d'autre que la volonté de créer des illusions et des attentes, et d'accentuer la répression. Selon

nous, la seule chose que l'on peut attendre de l'Etat, actuellement, suite au nouveau discours et projets annoncés par la RAF, c'est une politique de "réinsertion" pure et simple, entraînant un accroissement de la répression à l'égard des prisonniers, c'est-à-dire la politique "de la carotte et du bâton": main tendue à ceux qui se repentent, endurcissement des mesures d'isolement et de la torture à l'encontre des irréductibles.

Ceci est la voie du pari du gouvernement allemand, il met en évidence le fait que, après une offre aussi "généreuse", la partie civile ait commencé à utiliser les déclarations des ex-militants repentis détenus dans l'ex-R.D.A. pour tenter de nouveaux procès à charge des prisonniers qui ont bientôt fini de purger de longues condamnations. Ainsi que le démontre l'expérience, ce n'est pas en se pliant au chantage de la "réinsertion" que l'on obtient la libération de prisonniers, et moins encore à réduire la répression dont ils sont victimes. Au contraire, on contribue de cette manière à l'aggravation de la situation.

Il n'est certainement pas question de renoncer à la négociation en tant qu'arme politique, laquelle peut, dans certaines conditions, permettre d'arracher à l'Etat quelques améliorations, en ce compris la libération de prisonniers politiques. Mais, dans une position de faiblesse ou de rémission comme celle que connaît la RAF - en renonçant à toute résistance armée, en faisant toutes sortes de concessions politiques et idéologiques et en "reconnaissant" la faiblesse et l'isolement du mouvement et ses conceptions fausses, sinon l'impossibilité de toute issue sans capitulation préalable - ce n'est pas précisément ce qui peut mener à une solution bénéfique pour le mouvement révolutionnaire.

La RAF essaye, dans sa déclaration, de justifier la suspension de ses actions armées par la nécessité de favoriser le processus de débat interne et la construction d'un «contre-pouvoir d'en bas». Mais de tels arguments sont tellement faibles qu'ils tombent d'eux-mêmes. D'abord parce qu'elle se place devant le fait accompli de la trêve, qui laisse le mouvement pieds et poings liés, alors qu'elle aurait à tout le moins dû constituer la conséquence de ce débat. La RAF - ou plus précisément ses dirigeants - persiste ainsi dans l'erreur qu'elle prétend vouloir corriger: ils décident et les autres doivent suivre.

Ensuite parce qu'il est sot de prétendre construire un «contre-pouvoir d'en bas» face à un Etat policier armé jusqu'aux dents et prêt à arracher n'importe quel bourgeois organisé à caractère révolutionnaire, ainsi que le démontre l'histoire récente.

C'est d'autant plus le cas si l'on fait abstraction d'une stratégie de lutte pour le communisme incluant comme composante essentielle la lutte armée, non seulement pour faire front à la violence contre-révolutionnaire, mais surtout pour la prise du pouvoir.

L'Etat impérialiste allemand ne va pas renoncer à l'exploitation ou à l'oppression de «ceux de la base», pas plus qu'il ne va «laisser vivre ceux qui luttent pour une société humaine».

Prétendre qu'il puisse en être autrement - qu'il est impensable de supposer que la bourgeoisie comme classe puisse un jour se faire hara-kiri - peut seulement recéler l'absence d'une volonté réelle de continuer le combat contre les injustices et le terrorisme d'Etat.

Selon la RAF, on trouve à l'origine de sa nouvelle prise de position l'estimation selon laquelle il s'est créé «une situation complètement modifiée des rapports de forces dans le monde», en raison de ce qu'elle qualifie de «dissolution du système des Etats socialistes», ce qui, en l'absence d'une explication plus claire, ne peut que s'interpréter comme l'abandon de ses positions antérieures en raison des changements survenus sur le plan international. C'est pourquoi, vu l'importance que paraissent revêtir ces changements pour la RAF, l'on ne comprend pas la raison pour laquelle cet important problème n'est pas davantage approfondi dans la déclaration.

Si cela avait été fait, sans doute aurait-il été pris en compte que la situation nouvelle a dénoué les rivalités interimpérialistes, en particulier celle qui oppose les U.S.A. et l'Etat impérialiste allemand. La RAF aurait ainsi découvert une explication foncière à l'échec de sa stratégie antiimpérialiste basée sur la prétendue intégration des Etats capitalistes et sa «domination universelle».

Il n'y a pas lieu de polémiquer ici sur cette «chute du socialisme» à laquelle se réfère la RAF, se faisant l'écho de la propagande par laquelle la bourgeoisie tente de masquer la crise de son propre système d'exploitation et la banqueroute complète des idées révisionnistes.

Nous pensons que pour comprendre comment la RAF a pu en arriver à un tel degré de confusion et errer jusqu'à de telles extrémités, il faut remonter à sa création et tenir compte du contexte historique dans lequel elle a surgi et fait ses premiers pas. Notre attention est d'ailleurs attirée par le fait que la déclaration n'y fait aucune allusion, pas même pour assumer sa propre histoire et récapituler avec suffisamment de perspective sa trajectoire.

Ceci aurait contribué au centrage et à la clarification du débat, et à l'éclaircissement des nombreuses inconnues auxquelles sont aujourd'hui confrontés les révolutionnaires allemands. C'est pourquoi il importe de rappeler que depuis les premiers temps de la RAF, ses dirigeants revendiquaient le marxisme et reconnaissaient la nécessité du Parti, si bien que selon leurs analyses, dans l'Allemagne de la fin des années 60 et au début des années 70, sa constitution était impossible, en raison de la situation née de la deuxième guerre mondiale

et en raison des caractéristiques de la R.F.A. Ils pensaient que les conditions nécessaires apparaîtraient au sein du mouvement que générerait la lutte armée de la RAF.

De telles perspectives passèrent au second plan, sans aucun doute en raison de facteurs contraires, tant internationaux (accroissement du révisionnisme) que propres à l'Allemagne (désorientation du mouvement ouvrier, influence des courants révisionnistes, essor économique, etc.)

Si à cela on ajoute l'emprisonnement et l'élimination physique de la plupart des dirigeants historiques ainsi que l'incorporation à la direction de jeunes militants de peu d'expérience et mal formés idéologiquement, l'on peut mieux expliquer que les idées spontanéistes se soient frayées un chemin, permettant le développement de théories telles que le front anti-impérialistes, qui germaient déjà.

Que la RAF remette maintenant en question la ligne qu'elle a suivie durant cette dernière étape suppose, selon nous, un pas important dans le sens de l'abandon des conceptions spontanéistes et subjectivistes et de la remise en question de sa stratégie.

Indépendamment du chemin que prend la RAF, le mouvement ne peut qu'en sortir renforcé, puisque se créent ainsi des conditions favorables à l'approfondissement du débat et la rectification des idées erronées, pour progresser sur le terrain de l'organisation et l'élaboration d'une stratégie et d'un programme révolutionnaires synthétisant les expériences de lutte de la classe ouvrière et du peuple allemand.

En toute logique, pour être conséquents dans leur autocritique, voici, parmi d'autres, une tâche que devraient mener à bien les camarades allemands.

Nous exprimons notre préoccupation quant à ce qui paraît pointer sous la recherche de «nouvelle définition» et de cet «espace pour des solutions politiques» comme un réformisme revêtu d'un discours radical à l'ombre de la légalité du système, emboîtant le pas des mouvements de guérilla latino-américains apparentés à la social-démocratie.

Il serait consternant que, une fois de plus, la RAF rate le chemin et se laisse prendre dans le piège que lui a tendu l'Etat.

Nous avons cependant confiance en la capacité du mouvement de surmonter ce moment difficile et en la perspective de voir surgir en son sein les personnes et les forces capables de créer une organisation vraiment révolutionnaire et d'élaborer une stratégie de lutte pour le communisme en Allemagne.

Comité central du P.C.E.(r)
Juin 1992